

Du 29 juin au 5 juillet 1995

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Nominations diplomatiques

Le 4 juillet 1995, n° 119

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, annonce les nominations diplomatiques suivantes : **M. David Adam**, nommé ambassadeur auprès de la République de l'Équateur; **M. David Berger**, nommé ambassadeur auprès de l'État d'Israël avec accréditation simultanée auprès de la République de Chypre à titre de haut-commissaire; **M. William L. Clarke**, nommé ambassadeur auprès du Royaume de Suède; **M^{me} Ann Collins**, nommée consul général à Saint-Petersbourg; **M. Michel de Salaberry**, nommé ambassadeur auprès du Royaume hachémite de Jordanie; **M. Gilles Duguay**, nommé ambassadeur auprès de la République de Roumanie avec accréditation simultanée auprès de la République de Moldavie; **M. Bernard Dussault**, nommé haut-commissaire auprès de la République du Kenya; **M. Yves Gagnon**, nommé ambassadeur auprès de la République du Venezuela avec accréditation simultanée auprès de la République dominicaine; **M. Pierre Giguère**, nommé ambassadeur auprès de la République du Cameroun avec accréditation simultanée auprès de la République centrafricaine; **M. Dan E. Goodleaf**, nommé ambassadeur auprès de la République du Costa Rica; **M. Roland Goulet**, nommé ambassadeur auprès de la République orientale de l'Uruguay; **M. George Haynal**, nommé consul général à New York; **M^{me} Louise Léger**, nommée ambassadeur auprès de la République du Panama; **M. Gabriel M. Lessard**, nommé ambassadeur auprès de l'Éthiopie avec accréditation simultanée auprès de l'Érythrée; **M. Edward (Ted) Lipman**, nommé consul général à Shanghai; **M. D. Gordon Longmuir**, nommé ambassadeur auprès du Royaume du Cambodge; **M. François Mathys**, nommé ambassadeur auprès du Royaume de Norvège avec accréditation simultanée auprès de la République d'Islande; **M^{me} Susan McCoy**, nommée ambassadeur auprès de la République du Mali; **M. Mark Moher**, nommé ambassadeur et représentant permanent suppléant auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et représentant permanent des Nations Unies pour le désarmement.; **M. Arthur C. Perron**, nommé haut-commissaire auprès de la République sud-africaine; **M. Marc Perron**, nommé ambassadeur auprès des États-Unis du Mexique; **M. Jean-Guy Saint-Martin**, nommé ambassadeur auprès du Royaume du Maroc; **M. Konrad Sigurdson**, nommé haut-commissaire auprès de la République socialiste démocratique de Sri Lanka avec accréditation simultanée auprès de la République des Maldives; **M. Kimon Valaskakis**, nommé ambassadeur auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris; **M. John M. Weekes**, nommé ambassadeur et représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et auprès de l'Organisation mondiale du commerce.

DISCOURS

L'Asie-Pacifique compte pour beaucoup dans l'économie canadienne : c'est l'un des piliers de nos secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles, c'est une région où le taux de croissance est de trois fois supérieur au taux moyen prévu pour la zone OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] et dont les marchés assureront la viabilité de ces secteurs dans les années à venir. La demande massive d'infrastructure améliorée fait de la région un marché déterminant où éprouver la compétitivité mondiale de secteurs clés de l'économie canadienne, soit l'électricité, le pétrole et le gaz, les télécommunications et le transport. En raison du raffermissement des monnaies et des revenus, l'Asie-Pacifique est devenue une des sources les plus abondantes de touristes pour le Canada, leur nombre ayant doublé depuis 1985 pour s'établir à plus de 30 p. 100 du total des visiteurs. Que ce soit pour le renouveau industriel, la mise en valeur des ressources ou l'innovation scientifique, l'Asie-Pacifique offre à notre économie un ensemble de nouveaux partenaires stratégiques en financement d'entreprises. C'est de cette région que proviennent aussi quatre des cinq principales communautés d'immigrants entrepreneurs du Canada et 60 p. 100 des étudiants étrangers qui payent des frais de scolarité, injectant ainsi quelque 30 000 dollars chacun dans l'économie de notre pays. De plus, la région apporte des contributions notoires au programme économique du pays : des recherches révèlent que nos échanges avec l'Asie-Pacifique sont particulièrement « générateurs d'emplois » comparativement à ceux que nous avons avec les États-Unis ou d'autres régions; les chiffres montrent que l'Asie-Pacifique offre aux PME canadiennes d'énormes possibilités pour le développement de leurs affaires; si les expositions commerciales en Asie-Pacifique sont porteuses de promesses pour toutes les régions du Canada, elles ont une plus grande importance traditionnelle pour l'Ouest canadien. **Notes pour une allocution de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique), au Calgary Export Club, à Calgary (Alberta), le 20 juin 1995, 95/41.**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Message du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion de la fête du Canada

Le 29 juin 1995

[...] De cette guerre au coût élevé, a surgi un Canada nouveau, sûr de lui et de son avenir. Devenu un pays fier et confiant, le Canada se devait d'avoir son propre drapeau. Mondialement respecté, l'unifolié rassemble les

Canadiens et évoque partout où il flotte, la paix, la générosité, la prospérité et un sens aigu des responsabilités envers la communauté internationale. Cette année, les casques bleus canadiens ont fait flotter notre drapeau comme symbole d'espoir et de compassion dans l'ancienne Yougoslavie, un pays déchiré par la guerre; les pêcheurs britanniques l'ont fait flotter comme symbole de solidarité internationale afin d'appuyer le leadership du Canada et ses démarches soutenues pour protéger l'environnement, et empêcher ainsi l'extinction de bancs de poissons. Le Canada d'aujourd'hui est une société forte, riche de 128 ans d'histoire. Nous devons, dans les années à venir, soutenir et continuer d'enrichir ce précieux patrimoine. Je vous souhaite de tout coeur une merveilleuse fête du Canada.

DISCOURS

Nous devons prévenir la répétition de conflits du genre de celui qui sévit en Bosnie. À cette fin, nous devons amplifier à la fois notre définition des nouveaux défis posés à la sécurité et notre façon d'y réagir. Et le besoin de renforcer nos institutions et nos accords internationaux existe toujours. Nos institutions n'ont pas prouvé leur capacité de prévenir la répétition de conflits semblables à celui de la Bosnie. Nous devons promouvoir l'ordre mondial. Et encourager les États à adhérer à des structures larges qui favorisent la coopération pacifique. Le Canada est fermement résolu à réformer les institutions internationales pour les rendre aptes à faire face aux nouvelles réalités de l'heure. Les organisations régionales comme la vôtre, et d'autres mécanismes officieux ou ad hoc, contribuent à susciter la confiance chez des adversaires potentiels. Ces efforts doivent être vraiment complets et répondre aux problèmes politiques, militaires, sociaux et économiques. Mais les institutions internationales ne peuvent être efficaces que si les pays sont résolus à ce qu'elles le soient. Nous ne pouvons pas perdre de vue le fait qu'il continue d'incomber principalement aux États de veiller au maintien de la sécurité. Chaque État a d'abord et avant tout la responsabilité d'assurer le bien-être de sa population. Et chacun est comptable de ses actes envers toute sa population. C'est pourquoi les gouvernements élus démocratiquement offrent la meilleure garantie de stabilité sur le plan tant intérieur qu'extérieur. Des gouvernements attentifs aux besoins de leurs citoyens. Des gouvernements transparents et responsables qui respectent l'autorité de la loi, font preuve d'un respect profond des droits de la personne et manifestent leur engagement à bien gouverner. Des gouvernements qui sont capables de promouvoir et d'assurer la sécurité de leurs citoyens et qui encouragent la tolérance et le respect des minorités nationales. Car la sécurité réelle ne va pas sans la sécurité des personnes. Le succès ou l'échec des accords de sécurité internationale, quelle qu'en soit la forme, dépend de l'engagement de chacun des États membres à l'égard de ces principes.

Notes pour une allocution du très honorable Jean Chrétien, premier ministre du Canada, devant l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à Ottawa (Ontario), le 5 juillet 1995.

GOUVERNEMENT DU CANADA

Les ministres annoncent la mise en oeuvre de formalités des douanes et de l'immigration accélérées aux postes frontaliers et dans les aéroports

Le 29 juin 1995

Vancouver - David Anderson, ministre du Revenu national, Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, ont annoncé la mise en oeuvre de programmes CANPASS visant à simplifier les formalités des douanes et de l'immigration pour les voyageurs à l'Aéroport international de Vancouver et dans certains postes frontaliers de la Colombie-Britannique. Les programmes CANPASS découlent de l'Accord du Canada et des États-Unis sur leur frontière commune, que le premier ministre Jean Chrétien et le président Bill Clinton ont annoncé en février. L'accord prévoit des mesures pour favoriser le commerce, le tourisme et les voyages entre le Canada et les États-Unis ainsi que pour renforcer les capacités d'application de la loi de nos deux pays à la frontière. On prévoit aussi que ces mesures permettront de réduire les coûts pour les voyageurs et les deux gouvernements concernés. [...] «Le Bureau des passeports a collaboré étroitement avec les représentants de Citoyenneté et Immigration et de Revenu Canada dans le cadre d'une approche interministérielle pour produire des cartes pour le programme CANPASS», a déclaré M. Ouellet. «La carte de voyage format de poche qui est proposée permettra de réduire l'attente aux points de contrôle des douanes pour les Canadiens qui voyagent entre le Canada et les États-Unis.»

À VENIR

4-15 septembre : Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine)
2-4 décembre : 6^e Sommet de la Francophonie (Cotonou, Bénin)

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

**This Week
in Trade and
Foreign Policy**

DOCS

CA1

EA

T38

July 5,

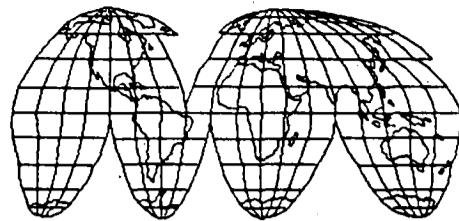
1995

Copy 1

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

JUL 12 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE



**Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)**

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Diplomatic Appointments

July 4, 1995, no. 119

Foreign Affairs Minister André Ouellet announces the following diplomatic appointments: **David Adam** as Ambassador to the Republic of Ecuador; **David Berger** as Ambassador to the State of Israel with concurrent accreditation as High Commissioner to the Republic of Cyprus; **William L. Clarke** as Ambassador to the Kingdom of Sweden; **Ann Collins** as Consul General in St. Petersburg; **Michel de Salaberry** as Ambassador to the Hashemite Kingdom of Jordan; **Gilles Duguay** as Ambassador to the Republic of Romania with concurrent accreditation as Ambassador to the Republic of Moldova; **Bernard Dussault** as High Commissioner to the Republic of Kenya; **Yves Gagnon** as Ambassador to the Republic of Venezuela with concurrent accreditation as Ambassador to the Dominican Republic; **Pierre Giguère** as Ambassador to the Republic of Cameroon with concurrent accreditation as Ambassador to the Central African Republic; **Dan E. Goodleaf** as Ambassador to the Republic of Costa Rica; **Roland Goulet** as Ambassador to the Eastern Republic of Uruguay; **George Haynal** as Consul General in New York; **Louise Léger** as Ambassador to the Republic of Panama; **Gabriel M. Lessard** as Ambassador to Ethiopia with concurrent accreditation as Ambassador to Eritrea; **Edward (Ted) Lipman** as Consul General in Shanghai; **D. Gordon Longmuir** as Ambassador to the Kingdom of Cambodia; **François Mathys** as Ambassador to the Kingdom of Norway with concurrent accreditation as Ambassador to the Republic of Iceland; **Susan McCoy** as Ambassador to the Republic of Mali; **Mark Moher** as Ambassador and Alternate Permanent Representative to the Office of the United Nations in Geneva and Permanent Representative to the United Nations for Disarmament; **Arthur C. Perron** as High Commissioner to the Republic of South Africa; **Marc Perron** as Ambassador to the United Mexican States; **Jean-Guy Saint-Martin** as Ambassador to the Kingdom of Morocco; **Konrad Sigurdson** as High Commissioner to the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka with concurrent accreditation as Ambassador to the Republic of Maldives; **Kimon Valaskakis** as Ambassador to the Organization for Economic Co-operation and Development in Paris; **John M. Weekes** as Ambassador and Permanent Representative to the Office of the United Nations in Geneva and to the World Trade Organization.

STATEMENT:

Asia-Pacific means a lot to the Canadian economy: Asia-Pacific is a pillar of our agricultural and resource sector, a region with growth three times the average of the OECD [Organization for Economic Co-operation and Development], whose markets will assure the viability of these sectors for years to come. With its massive demand for upgraded infrastructure, Asia-Pacific is a crucial test of global competitiveness for key Canadian sectors — power, oil and gas, telecommunications and transportation. Rising currencies and incomes have made Asia-Pacific the fastest-growing source of growth for inbound tourism — passenger arrivals into Canada have doubled since 1985 to over 30 per cent of the total. Whether for industrial renewal, resource development or scientific innovation, Asia-Pacific is furnishing our economy with a whole new set of strategic partners in corporate finance. Asia-Pacific provides four of the top five sources of entrepreneurial immigrants to Canada and 60 per cent of fee-paying foreign students, who pump about \$30 000 per head into our economy. And Asia-Pacific is making some distinctive contributions to the Canadian economic agenda: according to research, our trade with the region is uniquely "job intensive" relative to trade with the United States or other regions; statistics show that Asia-Pacific provides an especially powerful avenue of business expansion for Canadian SMEs. Asia-Pacific trade is promising for all Canadian regions but traditionally is of greatest importance for western Canada.

Notes for an Address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), to the Calgary Export Club, (Calgary, Alberta, June 20, 1995, 95/41)

**OFFICE OF THE PRIME MINISTER
Canada Day Message**

June 29, 1995

... Though the cost was great, the end of the war saw Canada come of age, full of confidence and promise. As a proud, independent nation, Canada needed a distinctive flag of its own. Respected around the world, the Maple Leaf has come to symbolize peace, generosity, prosperity and international responsibility. This year we have seen our flag flown as a symbol of hope and humanity by Canadian peacekeepers in the war-torn former Yugoslavia; and we have seen it flown as a symbol of international solidarity by British fishermen supporting Canada's bold environmental leadership, saving fish stocks from extinction. These are the values that make us proud to be Canadians. Many of our ancestors paid a high price so that we could remain a free and democratic nation. In the years ahead, we must enhance and defend this great legacy. Please accept my best wishes for a happy Canada Day.

STATEMENT

We must prevent new Bosnia-style conflicts from happening. For this, we must expand both our definition and our response to new challenges to security. There is still a need to strengthen our international institutions and arrangements. Our institutions have not proven that they can prevent the repetition of a Bosnian scenario. We must promote global order and encourage states to enter into broad frameworks which encourage peaceful cooperation. Canada is committed to reform international institutions to meet the new realities of today. Formal regional organizations, like yours, and other informal or ad hoc arrangements help to build confidence among potential adversaries. These efforts must truly be comprehensive, and address political, military, social and economic issues. But international institutions work only when countries are willing to make them work. We cannot lose sight of the fact that the continuing responsibility for the maintenance of security falls primarily on states. Each state bears first and foremost the responsibility for its own population's well-being. Each state is accountable to its entire population for its actions. That is why the best guarantees of stability - at home and abroad - are governments which have been democratically elected. Governments that are responsive to their populations. That are transparent and accountable. That respect the rule of law. That display a fundamental respect for human rights and a commitment to good governance. That are able to promote and ensure the security of their citizens. That promote tolerance, and the respect of national minorities. Because there can be no real security if there is no security for individuals. The success or failure of international security arrangements, in whatever form, is dependent on the commitment of each member state to these principles.

Notes for an Address by the Right Honourable Jean Chrétien, Prime Minister of Canada, to the Parliamentary Assembly of the Organization for Security and Cooperation in Europe, (Ottawa, Ontario, July 5, 1995)

GOVERNMENT OF CANADA NEWS RELEASE

Ministers Announce Faster Clearance at Airports and Border Crossings

June 29, 1995

Vancouver, June 29, 1995 National Revenue Minister David Anderson, Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi, and Foreign Affairs Minister André Ouellet announced CANPASS programs to streamline customs and immigration clearance for travellers at Vancouver International Airport and selected border crossings in British Columbia. The CANPASS programs are the result of the *Canada/United States of America Accord on Our Shared Border* that Prime Minister Jean Chrétien and U.S. President Bill Clinton announced in February. The Accord sets out initiatives to promote trade, tourism and travel between Canada and the U.S., as well as initiatives to strengthen the enforcement capabilities of both countries at the border. Initiatives under the Accord are also expected to reduce costs for travellers and both governments. "The Passport Office has been working closely with officials at Citizenship and Immigration Canada and Revenue Canada on an interdepartmental approach to produce travel cards for the CANPASS programs," said Mr. Ouellet. "The proposed wallet-sized travel card will reduce the waiting time at customs checkpoints for Canadians travelling between Canada and the U.S."

UPCOMING EVENTS

September 4-15: UN World Conference on Women (Beijing, China)
December 2-4: 6th Summit of La Francophonie (Cotonou, Benin)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

